

**EVOLUTION DE L'ECONOMIE CENTRAFRICAINE
AU 30 SEPTEMBRE 2010**

Au 30 septembre 2010, la reprise économique a été observée dans tous les secteurs, à l'exception des productions sylvicole et aurifère. Dans ce contexte, selon les services de la BEAC, le taux de croissance économique est estimé à 3 % en 2010 contre 1,4 % en 2009.

➤ *Au niveau de la demande globale,*

En 2010, la demande intérieure et la demande extérieure nette participeraient positivement à la croissance. La contribution de la demande intérieure s'établirait à 2,8 points, à la faveur du dynamisme de la consommation globale. Pour sa part, le concours de la demande extérieure nette redeviendrait positif, pour s'inscrire à 0,2 point contre -0,1 point en 2009.

➤ *Au niveau de l'offre globale,*

Toutes les branches du **secteur primaire** se sont bien comportées, à l'exception de la sylviculture dont les activités reprennent péniblement après la crise financière internationale. En effet, la production vivrière s'est affermie ; le volume de café produit a progressé de 38,3 %, à 5 131,6 tonnes ; et la production de coton graine a plus que triplé, s'affichant à 9 727 tonnes. Par contre, la production de grumes et des sciages a chuté, respectivement de 15,3 %, à 241 577 m³, et de 36,4 % à 31 338 m³.

Dans le secteur secondaire, l'activité économique est restée soutenue dans tous les sous-secteurs, mis à part la filière aurifère. La production de diamant brut s'est redressée de 5,3 %, à 237 053,7 carats. Le chiffre d'affaires global des industries manufacturières s'est accru de 17,8 %, s'inscrivant à 25 542,8 millions de FCFA. La production de sucre s'est améliorée de 15,7 %, s'établissant à 11 341 tonnes. Les productions d'eau et de l'énergie électrique se sont redressées, respectivement de 5,9 %, soit 7,4 millions de m³, et de 2,7 %, à 102 278 Mégawatheures. La vigueur de la branche des BTP s'est consolidée durant la période sous revue. En revanche, la production de l'or a fortement chuté de 64,4 %, revenant de 52,8 kilogrammes (kg) au 30 septembre 2009 à 18,8 kg un an plus tard. De plus, depuis le 27 septembre 2010, les employés de la société de production d'huile de palme sont de nouveau rentrés en grève, revendiquant le versement de leurs 24 mois d'arriérés de salaires.

Au niveau du secteur tertiaire, le regain d'activité a été observé dans toutes les branches, en dépit de la baisse des ventes de véhicules neufs. En effet, le chiffre d'affaires réalisé par le secteur commercial s'est inscrit en hausse de 8,9 %, à 47 025,9 millions de FCFA. Le volume de marchandises transportées par voie fluviale a augmenté de 21,2 %, ressortant à 34 684 tonnes. Les marchandises acheminées par voie routière ont connu une hausse de 28,2 %, à 229 138,6 tonnes. La vigueur de la branche des télécommunications s'est maintenue, avec une hausse de 18,6 % du chiffre d'affaires réalisé et qui s'est établi à

22 718 millions de FCFA. Par contre, le nombre de véhicules neufs vendus a fortement baissé de 33,5 %, revenant de 212 unités à fin septembre 2009 à 141 au 30 septembre 2010.

Sur le front des prix à la consommation, la tendance baissière des prix observée entre janvier et avril 2010 s'est inversée à partir du mois de mai, en relation particulièrement avec les incidences de la nouvelle hausse des prix à la pompe des produits pétroliers. Ainsi, en glissement annuel, les prix à la consommation ont augmenté sur la période, passant de 0,4 % en mai 2010 à 3,1 % à fin septembre 2010. Par contre, en moyenne annuelle, cette hausse demeure modérée, à 0,25 % au 30 septembre 2010.

Au niveau de la gestion des finances publiques au 30 septembre 2010, les recettes propres recouvrées se sont accrues de 19 % à 89,6 milliards, grâce aux actions vigoureuses de mobilisation de ressources intérieures par les régies financières. Dans le même temps, les dépenses publiques ont progressé de 26,3 %, s'établissant à 108,3 milliards, en relation entre autres, avec l'augmentation des dépenses de sécurité ainsi que les effets du déblocage partiel et de nouvelles intégrations dans la Fonction Publique. En conséquence, le déficit public, base engagements, hors dons s'est inscrit à 18,7 milliards.

Quant aux échanges extérieurs à fin septembre 2010, les statistiques collectées par les voies routière et fluviale indiquent une hausse de 27,4 % du volume global de biens échangés, qui est ressorti à 328 396 tonnes contre 257 760 tonnes en septembre 2009.

Par ailleurs, les principaux obstacles au bon fonctionnement du secteur productif relevés par les entreprises enquêtées par la BEAC concernent i) la faiblesse des infrastructures routière et énergétique, ii) la lourdeur dans le traitement des opérations douanières au Guichet Unique de Douala, iii) la forte concurrence du secteur informel et, iv) la frilosité du système bancaire dans l'octroi des crédits.

En ce qui concerne les perspectives de l'économie centrafricaine à court terme, elles sont encourageantes. La bonne orientation de l'activité économique devrait s'expliquer au plan national par la consolidation des productions agricole et manufacturière, le renforcement des Bâtiments et Travaux Publics, ainsi que l'amélioration des activités commerciale, des transports et des télécommunications. Toutefois, ces bonnes perspectives pourraient être freinées par les facteurs de risques qui dépendent de la résorption progressive de la crise de l'électricité, de l'amélioration des conditions sécuritaires sur toute l'étendue du territoire national ainsi que du dénouement du processus électoral de 2011. De même, la résurgence de l'inflation mondiale, impulsée par la hausse des cours des produits énergétiques et alimentaires, constituerait un facteur de ralentissement de la croissance.

oooOOOooo